



AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE GESTION DES STARTUPS D'ETAT DGEFP

Entre

La délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP),
10-18 place des cinq martyrs du Lycée Buffon – 75015 PARIS
Représentée par le délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle
Ci-après dénommée « le délégant »,

Et

La Direction du Numérique des Ministères sociaux (DNUM)
Adresse : 39-43, quai André Citroën – 75902 PARIS Cedex 15,
Représentée par Hélène BRISSET, Directrice du numérique des ministères sociaux,
Ci-après dénommée « le délégataire » ou « la DNUM » ou « la Fabrique »,

Et

La Direction interministérielle du numérique (DINUM)
20 avenue de Ségur – TSA 3079 75334 Paris Cedex 07
Représentée par le directeur interministériel du numérique
Ci-après dénommée « la DINUM »

Article liminaire - contexte

Une convention tripartite a été signée en juin 2021 entre les trois parties pour organiser le développement de produits numériques pour la DGEFP, selon la méthode des startups d'État.

Article 1 : Lancement de nouvelles startups d'État à La Fabrique des Ministères sociaux

Sous l'impulsion du Ministère du Travail, il est convenu de lancer l'incubation à la Fabrique de deux nouvelles startups d'État - Pass emploi et Immersion facile - dont les objectifs et le budget sont détaillés respectivement dans les annexes 1 et 2.

D'autres startups d'Etat pourront être lancées à la Fabrique des Ministères sociaux, sous réserve d'un accord entre la DGEFP et la DNUM. Dans ce cas, une annexe présentera le contexte et la ou les startup(s) et précisera le budget mis à disposition ainsi que les imputations budgétaires nécessaires à l'exécution financière.

Article 2 : Modalité d'incubation à la Fabrique des Ministères sociaux

Les startups d'État DGEFP incubées à la Fabrique sont intégrées à l'écosystème de la DNUM, intégration qui se matérialise en particulier par :

- L'accompagnement technique et la mise en œuvre des outils, bonnes pratiques, et solutions d'hébergement préconisées par la Fabrique ;
- L'accompagnement de la Fabrique pour le recrutement des équipes et le suivi de leur impact ;
- La participation à la vie de la Fabrique et à ses divers rituels.

Article 3 : Portage de Diagoriente à La Fabrique des Ministères sociaux

La startup d'État Diagoriente est née en 2018 au sein de l'incubateur de la DNUM pour permettre l'orientation professionnelle des jeunes, accompagnés notamment par les missions locales. Après une incubation à la DNUM, la startup en phase de consolidation rejoint à compter de juillet le marché de la DNUM des Ministères sociaux pour instruire les différentes pistes de pérennisation des services développés.

Les objectifs d'impact et éléments budgétaires de Diagoriente sont détaillés dans l'annexe 3.

Annexe 1 : Pass emploi

Budget de Pass emploi

Budget TTC	Début	Fin (Comité d'investissement à prévoir)
200 000 €	Juillet 2021	Septembre 2021

Références Chorus de Pass emploi

Axe ministériel 1 :	36
Domaine fonctionnel :	0103-04
Centre financier :	0103-CEFP-C003
Activité(s) :	010300000624
Centre de coût :	EMPEF00075

Contexte de Pass emploi

Le MTEI travaille sur un projet de **Garantie Jeunes Universelle (GJU)** qui vise à proposer, dans un cadre contractuel, à chaque jeune privé d'emploi ou exerçant une activité professionnelle discontinuée ou à temps partiel et confronté à des difficultés de nature économique et sociale, un accompagnement adapté à ses besoins, renforcé, sans couture et de bout-en-bout, et une sécurisation complète de son parcours d'accès à l'emploi durable à travers une garantie de ressources et ce, jusqu'à la stabilisation de sa situation professionnelle.

La GJU est constituée de deux volets :

- Un accompagnement personnalisé intensif qui s'appuie sur les solutions du plan jeunes, les articule de façon optimale et les potentialise ;
- Une allocation pour tous les jeunes qui en ont besoin sécurisant le parcours d'accompagnement.

Par ailleurs, la GJU doit se traduire du point de vue l'utilisateur par la mise en service d'une application numérique dédiée regroupant trois séries de fonctionnalités :

- Un appui au parcours d'accompagnement ;

- Des services associés à la recherche d'emploi ;
- Des biens et des services à tarif préférentiel (« carte avantages »).

L'objet de la startup d'État Pass emploi est de **développer cette offre de services numériques**.

Objectifs et finalités de Pass emploi

La première phase du projet est une phase d'investigation et de conception dont l'objectif est d'affiner la connaissance du problème, de former une équipe et d'estimer des objectifs d'impact sur lesquels l'équipe et les porteurs s'engagent pour janvier 2022.

Des objectifs d'impact devront être précisés d'ici fin septembre au regard du design définitif sur la Garantie jeunes universelle et des travaux conduits pour définir les contours du service numérique à partir des ceux pré-identifiés à ce stade :

- Augmenter le nombre de jeunes qui suivent leur accompagnement de bout-en-bout
- Augmenter le taux de sortie positive
- Améliorer la vie quotidienne des jeunes en accompagnement

Périmètre :

Plusieurs moyens seront employés dans cette phase :

- Recenser toutes les contraintes (fractures numériques) à prendre en compte pour sécuriser l'usage par les jeunes des solutions à créer ;
- Lister les raisons du faible engagement actuel, ou au contraire les réussites observées sur la cible jeunes avec les solutions existantes (portail ML, espace perso Pôle emploi) ;
- Élaborer les maquettes des parcours ou solutions envisagées ;
- Tester plusieurs hypothèses de solutions dans les conditions les plus proches du réel.

Dans cette phase, les travaux s'appuieront :

- Notamment sur les ateliers jeunes déjà planifiés par Pôle emploi dans le contexte du déploiement 1 jeune, 1 solution. Les agences se mobilisent en effet pour remonter les principaux obstacles identifiés par les jeunes et élaborer des plans d'action ad hoc ;
- Sur une population de minimum 40 jeunes accompagnés en missions locales et par Pôle emploi ;
- Sur une population de 20 conseillers chargés de l'accompagnement de missions locales et de Pôle emploi.

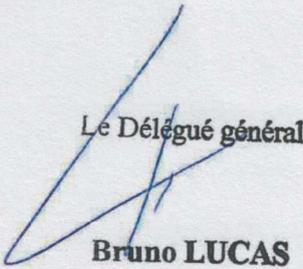
Au fur et mesure des travaux, il conviendra de s'assurer de la cohérence du service avec d'une part, les SI métiers et services développés par Pôle emploi et les missions locales et d'autres part les services numériques en cours de développement notamment dans le cadre du service public de l'emploi et de l'insertion et, d'organiser les liens si cela s'avère pertinent.

Calendrier :

Le prochain comité d'investissement se tiendra mi-septembre. Dans l'intervalle, et selon un rythme à préciser, une présentation sera faite au Comité de Pilotage organisé par le directeur de projet sur la Garantie jeunes Universelle des maquettes des différents produits à développer afin de prioriser les développements sur la phase suivante" - *ce point pourrait être intégré au comité de pilotage du mardi*

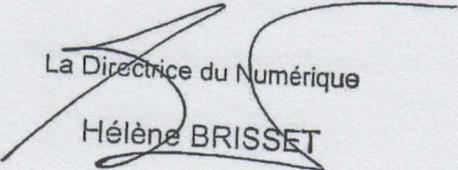
Fait le à Paris 24 SEP. 2021

DGEFP


Le Délégué général

Bruno LUCAS

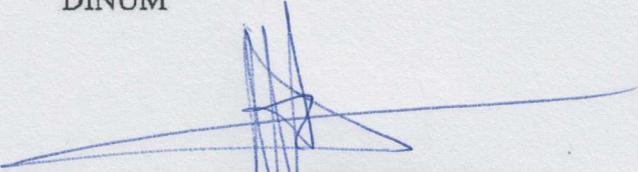
DNUM des Ministères sociaux


La Directrice du Numérique

Hélène BRISSET

29 JUL. 2021

DINUM


Nadi BOU HANNA
Directeur Interministériel du Numérique

Annexe 2 : Immersion facilitée

Budget de Immersion facilitée

Budget TTC	Début	Fin (Comité d'investissement à prévoir)
300 000 €	Juillet 2021	Décembre 2021

Références Chorus de Immersion facilitée

Axe ministériel 1 :	36
Domaine fonctionnel :	0102-02-02
Centre financier :	0102-CEFP-C002
Activité(s) :	010200002201
Centre de coût :	EMPEF0075

Contexte

La PMSMP est un puissant levier de retour à l'emploi utilisé par les prescripteurs pour aider les usagers à s'orienter, valider une piste professionnelle ou une formation, ou concrétiser un projet d'insertion.

Les travaux de plusieurs équipes (Diagorienté, Andi, Pôle emploi) ont révélé des irritants qui peuvent freiner le développement de la PMSMP auprès des publics qui en ont le plus besoin, et motivent le développement de solutions numériques. Parmi ces irritants :

1. **Difficulté à trouver des entreprises accueillantes** : Les missions locales, qui sont tenues d'organiser un grand nombre de période d'immersion, notamment dans le cadre de la garantie jeune, n'arrivent pas à tenir leurs objectifs (à titre d'illustration, 800 par an pour la mission locale de Reims qui n'en réalise que les deux tiers). A Pôle emploi, les conseillers prescrivent des PMSMP mais laissent généralement aux demandeurs d'emploi le soin de trouver une entreprise, ce qui pourrait expliquer un taux de non réalisation élevé. Pôle emploi prescrit, en temps normal, environ 200 000 PMSMP par an (soit sensiblement moins que le réseau des Missions locales), ce qui est peu au regard du nombre des bénéficiaires potentiels. Le taux d'accès à la PMSMP des publics réputés éloignés de

l'emploi est lui aussi très faible alors que les évaluations menées par l'opérateur indiquent que le bénéfice en termes d'accès à l'emploi pour ce public cible est très important. Il en est de même en ce qui concerne l'usage de la PMSMP comme moyen de confirmer un projet de formation mais aussi et surtout une orientation professionnelle alors qu'un million de demandeurs d'emploi suivis par Pôle emploi ont suivi en 2018 une formation, seuls 16 000 d'entre eux ont réalisé en amont une immersion

2. **Délai de conventionnement** : parfois plus long que l'immersion elle-même, le conventionnement représente une charge administrative pour le prescripteur, l'entreprise et le candidat, avec des échanges d'information et de formulaire papier qui peuvent retarder ou décourager le démarrage d'une immersion.

Il est proposé de mobiliser une équipe pluridisciplinaire pour développer un service numérique facilitant d'accès à la PMSMP.

Points d'attention :

- Rôle clé du prescripteur : le parcours proposé doit conserver le rôle du prescripteur à chaque étape de parcours ;
- Interopérabilité : dans la conception, apporter une attention particulière à la réutilisation de données existantes (plutôt que la ressaisie) ainsi que la capacité à transmettre les données clé de parcours immersion aux SI des prescripteurs ;
- La mise à disposition des api (flux de données) vers les SI prescripteurs ne se concrétisera qu'au terme des 6 premiers mois, après que le parcours aura été défini et éprouvé, avec impact réel ;
- Traitements de données : Pôle emploi, en qualité de premier prescripteur de PMSMP, assume la responsabilité de traitement de données et met en œuvre les actions de mise en conformité RGPD et sécurité des services et/ou API développées.

Objectifs à 6 mois

- 100 premières immersions réalisées grâce au service :
 - dont au moins 30 dans des entreprises que les prescripteurs ou candidats ne connaissaient pas et ont découvertes grâce au service
 - déclenchées par plusieurs types de prescripteurs (au moins ML, PE, Conseils départementaux et Prépa Apprentissage)
- 50% de temps administratif gagné entre orientation et démarrage de la PMSMP
- [+ tard] Taux de réalisation des PMSMP amélioré

Ils pourront être ajustés en cours de développement et donneront lieu à terme à une diffusion d'une page internet présentant les statistiques du service.

Cible produit à 6 mois

(non définitif, pourra évoluer selon les résultats et retours terrain)

1. La dématérialisation de la convention

- Formulaire adapté/statut du candidat/statut du prescripteur Identification des bénéficiaires
- Identification des entreprises d'accueil (API SIREN)

- *Workflow* (initier la demande, mener des corrections, valider, démarrer l'immersion, demander et accorder un renouvellement)

2. La base entreprises immersions consultable en ligne uniquement par les prescripteurs

- 1 base de données entreprises construites sur les bases existantes et enrichie avec :
 - de nouvelles bases de données PMSMP (i-milo, Agefiph, FIPHFP...)
 - des entreprises volontaires pour accueillir (ex : "les entreprises s'engagent")
 - des filtres anti abus (saisonnalité, risque de substitution et de travail dissimulé s'agissant notamment des secteurs recourant massivement aux contrats voire très courts, risque AT...)
- 1 moteur de recherche d'entreprises pour prescripteurs et candidats et un parcours simple jusqu'au démarrage de la PMSMP

Périmètre :

- La co-construction du service devra associer, au-delà de Pôle emploi, des missions locales et des Cap emploi, des départements, des prépas apprentissage ;
- Le choix des territoires pour construire le service devrait concerner des territoires SPIE afin que la présence du consortium facilite la construction du service et intègre l'ouverture en 2021 des PMSMP aux conseils départementaux ;

Au fur et mesure des travaux, il conviendra de s'assurer de la cohérence du service avec d'une part, les SI métiers utilisés par les prescripteurs Pôle emploi, missions locales, Cap emploi et conseils départementaux et d'autres part les services numériques en cours de développement notamment dans le cadre du service public de l'emploi et de l'insertion et, d'organiser les liens si cela s'avère pertinent notamment avec l'offre d'insertion.

Calendrier :

Le comité d'investissement réunira la DGEFP, Pôle emploi, DNUM et DINUM et se tiendra en décembre.

Un point d'étape aura lieu en octobre.

Budget détaillé :

Ressources financées par le budget DGEFP (300 K€)

- Product Manager (95 jours)
- 1 UX (50 jours)
- 1 Dev (80 jours)
- 1 Coach (36 jours)
- 1 chargé de déploiement (48 jours, à partir d'octobre)

Ressources financées par Pôle emploi (valorisées à environ 115 K€)

- 1 agent PE expert terrain intrapreneur (≈ 25K€)
- 1 lead dev (90 jours) (90K€)

Annexe 3 : Diagoriente

Budget de Diagoriente

Budget TTC avec markup	Début	Fin (Comité d'investissement à prévoir)
1 375 070 €	Juillet 2021	Décembre 2021

Budget par poste

Poste	Budget TTC avec markup	%
UO Devops - Développement et exploitation d'un service numérique	422 100€	31%
UO Design - Conception de l'expérience utilisateur	270 424€	20%
UO Déploiement - <i>Business development</i> : mise en œuvre de la stratégie de déploiement du produit	682 546€	49%

Références CHORUS de Diagoriente

Axe ministériel 1 :	36
Domaine fonctionnel :	0103-04
Centre financier :	0103-CEFP-COO3
Activité(s) :	010300000623
Centre de coût :	EMPEF00075

Contexte

Diagoriente cible 950 000 jeunes de 16 à 25 ans ni en emploi, ni en formation ni en études*.

Ces milliers de jeunes NEETs viennent grossir les rangs des dispositifs d'insertion chaque année avec des attentes fortes à l'égard du marché de l'emploi et le rejet de modalités pédagogiques pour se former. Ils n'accèdent pas à l'emploi durable, enchaînent des emplois précaires et peinent à se construire une orientation professionnelle.

Diagoriente propose un dispositif pédagogique qui repose sur une application numérique afin d'accompagner ces jeunes dans la construction de leur orientation professionnelle. La solution offre une guidance dans l'exploration de ses expériences, l'analyse de ses compétences transversales (RECTEC) et l'identification d'intérêts professionnels pour se dessiner un avenir et découvrir un métier via des pistes d'immersion ou de formation en alternance géolocalisées.

Aujourd'hui des grands acteurs de l'apprentissage (AFPA, CMA France, CFA Académiques, Apprentis d'Auteuil...) ont intégré Diagoriente à leur parcours pédagogique ainsi que les Epide, des E2C et plus d'une centaine de missions locales (+3000 jeunes mensuels).

**<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publications/les-jeunes-ni-en-emploi-ni-en-formation-neet>*

Une version "tout public" ciblant des millions d'adultes

Toujours axées sur les deux grands piliers de Diagoriente, à savoir valoriser les compétences et se connecter à des opportunités, il s'agit de continuer à élargir les horizons des personnes en adressant de nouveaux défis associés à ces problématiques.

Plusieurs chantiers ont été ouverts pour adapter Diagoriente aux problématiques et attentes de ces nouvelles cibles extrêmement différenciées entre elles que constitue la vaste communauté des « adultes », potentiels usagers de l'application :

- Les personnes de plus de 26 ans accompagnées dans le cadre du PIC par des partenaires de l'emploi (Pôle Emploi en tête de liste) ;
- Les personnes en recherche « autonome » d'emploi (bénéficiant d'un suivi allégé par PE ou indépendant) ;
- Les actifs amenés à se reconverter professionnellement (notamment SHN et publics VAE).

A travers la démultiplication des cas d'usage expérimentaux, ce que nous visons est la recherche d'un commun digital permettant à chaque demandeur d'emploi, voire à chaque salarié, de se réapproprier son expérience pour la traduire en compétences graduées et d'acquérir ainsi une vision de ses opportunités d'évolution ou de reconversion en lien avec les offres de formation qualifiantes, d'accompagnement et d'emploi à sa disposition ou portée.

Après le premier semestre 2021 (phase de construction), de grands acteurs tels Pôle emploi, l'AFPA, des collectivités territoriales, de nombreux organismes de formation se sont engagés dans le déploiement de l'usage de Diagoriente "Adulte".

Perspective année 2022 (=> 31/12/2022)

Plus largement et dans la perspective d'après 2022, les objectifs du service sont :

- Continuer de déployer le dispositif dans les territoires (ML, E2C, acteurs de l'apprentissage, Conseils départementaux...).
- Stabiliser l'usage auprès des publics adultes PIC accompagnés et l'usage en autonomie « tout public » (CPF, VAE, certification...).

- Proposer des pistes servicielles pour enrichir des dispositifs/ interfaces existants (public/privé).
- Assurer une haute visibilité du dispositif et de ses impacts auprès des partenaires et des décideurs.
- Stabiliser l'usage en milieu scolaire pour développer l'apprentissage.
- Préparer la sortie d'incubation sous la forme d'un GIP ou super GIP (autres SE) afin de maintenir le niveau de service.

D'un point de vue quantitatif, le service vise + 500 000 utilisateurs.

Objectifs au 31/12/2021

- [Adultes] la phase de construction proposera un service fonctionnel à 100% au 31/12/2021 en itération avec les objectifs suivants :
- [Adultes] la phase de construction proposera un service fonctionnel à 100% au 31/12/2021 en itération avec les objectifs suivants :
 - Sur le volet "professionnalité" : continuer avec les 43 professionnels engagés (Région Hauts de France, Région Centre Val de Loire, Région Ile de France, Office français de l'immigration DIAN Ministère de l'intérieur, Osengo...) dans l'expérimentation d'un maillon de parcours à visée de validation projet, pré-qualification ou qualification.
 - Sur le volet "employabilité" : engagement de 100 organisations (PLIE, MDE, AFPA, AFP2I, GRETA, TOC...) formées et accompagnant +500 adultes au global vers l'emploi/reconversion professionnelle.
 - Sur le volet sport : expérimenter les premières données de référence et tester des usages avec 4/5 grands prescripteurs accompagnant des SHN/SHN/Sportifs Pro
 - Sur le volet "mobilité des agents publics": intégrer la cotation référentielle de l'ensemble des métiers et lancer les phases d'itérations avec des agents des collectivités locales, préfectures volontaires, ministères (dans 1 deuxième temps).
 - Dans un 1er temps la mesure d'impact se fondera sur le % de candidatures spontanées des publics accompagnés, le taux de reconversion des publics, le % de DOMEX ciblés, la baisse du désengagement des bénéficiaires des parcours (% des publics maintenus).
- [Jeunes] Poursuivre le déploiement du service à l'échelle nationale avec les objectifs d'usage et d'impact suivants :
 - la garantie jeunes (Missions locales), E2C, avec un objectif de 60% d'acquisition des réseaux de chaque branche à fin décembre concernant au global 2021 plus de 200 000 jeunes
 - les lauréats Prépa-apprentissage (CMA, Greta, Fondation apprentis d'Auteuil, CCI...)
 - Assurer la continuité du déploiement par la formation et le portage du déploiement par les grands réseaux (plan national de formation « Prise en main » visant plus de 500 professionnels des Epide, E2C, Afpa, CCA BTP, Collectivités locales en charge du RSA etc.
 - Assurer la continuité du déploiement dans le champ de l'engagement (Service civique, SNU) notamment par la dématérialisation du bilan nominatif SC.
 - Piloter l'expérimentation nationale avec l'Éducation nationale, l'Inetop-CNAM concernant 10 Académies, 30 CIO, plus 50 établissements scolaires et 500 élèves. (Interrompue au 1^{er} semestre pour cause de restrictions sanitaires)
- Intégrer dans les opportunités de métiers et de formation l'enjeu des filières et métiers d'avenir pour maximiser la transformation des démarches entreprises par les jeunes ;
- Mettre en commun une ou plusieurs briques du service (référentiel enrichi, carte de compétences, etc.) sous un format réutilisable par d'autres services numériques en cours de construction (Immersion facile, IJIS, Pass emploi, REVA).

Cible produit (non définitif, pourra évoluer selon les résultats et retours terrain)

